

PAR COURRIEL

Québec, le 30 mai 2025

Madame Geneviève Biron
Présidente et chef de la direction
Santé Québec
930, chemin Sainte-Foy, 6^e étage
Québec (Québec) G1S 2L4

Madame la Présidente et Cheffe de la direction,

La présente fait suite à la demande de prolongation de la demande de dérogation pour motif de circonstances exceptionnelles du 15 mai 2025, afin de permettre la poursuite du recours à des agences de placement de personnel et à la main-d'œuvre indépendante (MOI) au-delà de l'autorisation actuelle, laquelle est valide jusqu'au 30 mai 2025, pour un total de 80,4 équivalents temps complet (ETC).

Cette demande de prolongation est conforme à l'article 669 de la Loi sur la gouvernance du système de santé et services sociaux (chapitre G-1.021) (LG4S) et au Règlement sur le recours aux services des agences de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le domaine de la santé et des services sociaux (chapitre G1.021, r.2) (Règlement) pour certaines unités administratives de Santé Québec situées en milieu urbain.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît l'utilisation judicieuse et mesurée de la dérogation ainsi que la diminution significative du nombre d'ETC demandé dans la présente demande par rapport à la précédente.

Dans ce contexte particulier, la prolongation du recours à des agences de placement et à la main-d'œuvre indépendante est autorisée du 31 mai 2025 au 30 septembre 2025 inclusivement pour les unités administratives de Santé Québec spécifiées dans le tableau ci-dessous.

... 2

Le nombre d'ETC indiqué représente le plafond par établissement et par titre d'emploi pour la période autorisée :

Établissement de Santé Québec	Infirmière	Infirmière auxiliaire	Inhalothérapeute	Assistant technique en pharmacie
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	9,6	1,0	0,6	
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2,0			
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	1,0			
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal		1,8	11,1	
CISSS de la Montérégie-Ouest	51,3			2,0

Toutes autres dispositions prévues à la LG4S, au Règlement et à la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) demeurent applicables. De plus, selon les informations reçues du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), le contrat 2023-8179 applicable en milieu urbain est terminé. Nous vous invitons à communiquer avec le CAG pour tout questionnement en lien avec le respect des modalités contractuelles applicables.

Dans l'éventualité où une prolongation supplémentaire devait être nécessaire, Santé Québec devra fournir toutes les données probantes ainsi qu'un plan d'action décrivant comment elle prévoit mettre fin à l'utilisation des agences de placement de personnel et de la main-d'œuvre indépendante pour ces unités administratives, notamment pour les besoins liés aux vacances et aux projets pilotes. Ces informations devront être fournies au plus tard le 30 août 2025, soit à l'expiration de la période d'autorisation dérogatoire.

Veuillez agréer, Madame la Présidente et Cheffe de la direction, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel Paré

c. c. M. Luc Desbiens, CAG
M. Vincent Lehouillier, Santé Québec

N/Réf. : 25-MS-02062